

La nouvelle polarisation du paysage politique francophone

Les mauvaises relations entre négociateurs francophones avaient été l'une des causes de l'échec de l'orange bleue en 2007. Le reportage livré par Question à la Une nous montre que la situation n'est pas meilleure au sein de la nouvelle génération politique francophone.

Sans refaire l'historique de cette évolution vers la détestation mutuelle, il convient de pointer deux éléments. Le premier est que l'animosité entre PS et MR – et singulièrement entre Paul Magnette et Charles Michel – durant la campagne a atteint des niveaux inégalés en Belgique. Les deux hommes s'accusaient mutuellement de mensonge et Paul Magnette a poussé le manque de respect jusqu'à imiter Charles Michel pour amuser les militants socialistes.

Le second, c'est que tout part en réalité de la décision du PS et du CDH de renouveler leurs alliances à Bruxelles et en Wallonie en laissant le MR dans l'opposition. C'est moins la décision en soi que la manière dont elle a été prise et annoncée qui a pris de cour nombre d'observateurs et choqué le MR. Tout s'est fait dans le dos des libéraux et avec une rapidité qui a laissé supposer une entente pré-électorale PS-CDH, laissant au MR le rôle du dindon de la farce. Le choix des libéraux francophones pour une coalition suédoise ne fut que la conséquence logique de cette humiliation. Après le "non" de Benoit Lutgen, le MR n'avait le choix qu'entre aller seul au gouvernement fédéral ou s'humilier encore un peu plus en faisant revenir les alliés PS-CDH dans la négociation.

Mais l'on aurait tort de réduire tout cela à de simples question de personnes. L'élément fondamental me semble être la remise en cause de l'équilibre des forces en Wallonie et la lecture divergente des résultats du 25 mai. Alors que, à l'exception de 2007, le PS domine très largement, il n'a ici que 5 points d'avance sur le PS. Surtout, il progresse largement en voix et en siège. Chacun se voit comme le vainqueur des élections et tant le MR que le PS remettent en cause la légitimité démocratique de former un gouvernement sans eux. Ainsi Charles Michel a considéré que l'exclusion du MR à Bruxelles et en Wallonie relevait du "dénî de démocratie" alors que le PS pointe le manque de représentativité francophone au gouvernement fédéral.

Le résultat de ces haines exacerbées est une situation inédite, susceptible de changer fondamentalement la dynamique politique en Belgique francophone. C'est en effet la première fois dans l'histoire de la Belgique qu'une majorité régionale est l'exact inverse du gouvernement fédéral, sans aucun parti présent à tous les niveaux qui permettait de faire le lien entre eux. Cette situation est susceptible de remettre en cause la culture du compromis et à une certaine modération dans l'opposition. Celle-ci promet en effet d'être frontale à tous les niveaux de pouvoirs entre le MR d'un part et le bloc PS-CDH d'autre part. Structuré autour d'une opposition gauche-droite, cette nouvelle dynamique rappellerait alors fortement le paysage politique français. Logiquement, cette polarisation devrait profiter électoralement au PS et au MR qui en seront les principaux. Le CDH aura en revanche fort à faire pour exister politiquement et montrer qu'il peut être autre chose qu'une annexe du PS. Pour les troupes de Benoit Lutgen, les cinq prochaines années risquent d'être longues.

Mais au-delà des destins des partis, la nouvelle polarisation consitue également une menace pour le bon fonctionnement de la Belgique et la stabilité de la législature. La

sixième réforme de l'Etat, conçue dans l'esprit du fédéralisme de coopération, suppose un dialogue et une entente entre les différents niveaux de pouvoirs. N'étant pas présents au niveau fédéral, PS et CDH n'ont pas d'intérêt particulier à coopérer, sinon pour démontrer leur volonté de voir la Belgique fédérale continuer à fonctionner.